

## Séance ordinaire du mardi 17 décembre 2024

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le dix sept décembre,  
les membres du Conseil municipal, légalement  
convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des  
séances, Salle du Conseil, sous la présidence de  
Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Petite enfance et Place de l'enfant dans la Ville

#### Présents :

Tasnine AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Serge MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Alban ZANCHIELLO.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Laurent NISON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Annie YAGUE ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN.

#### Absents / Excusés :

Roger-Yannick CHARTIER, Mickaël DIORE, Hind EMAD, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mikel SEBLIN, Joëlle URBANI, François VASQUEZ

## Lieu d'Accueil Enfants Parents (LAEP) - Quartier Pompignane - Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et l'Association Languedocienne Pour la Jeunesse (ALPJ) - Approbation - Autorisation de signature

Madame Tasnine AKBARALY, Adjointe au Maire, rapporte :

Dans le cadre de sa politique Petite enfance, la Ville de Montpellier contribue activement à la mise en œuvre d'actions d'accompagnement et de soutien à la parentalité au bénéfice des familles montpelliéraines. Ainsi, l'accompagnement et le développement des lieux d'accueil enfants parents (LAEP) ont été identifiés comme une action prioritaire du mandat et de la Convention territoriale globale (Ctg) 2022-2026.

Un LAEP est un espace qui accueille de jeunes enfants âgés de moins de six ans accompagnés de leur(s) parent(s) ou d'un adulte référent, de manière libre et sans inscription. Ses principaux objectifs sont de participer à l'éveil et à la socialisation de l'enfant, d'apporter un appui aux parents dans l'exercice de leur rôle par un échange avec d'autres parents et/ou avec des professionnels, ou encore de prévenir et de rompre l'isolement géographique, intergénérationnel ou culturel de certaines familles. Il constitue donc un espace propice au soutien à la parentalité et, en ce sens, il est particulièrement ciblé par la Caisse d'allocations familiales et le Conseil Départemental en raison de son efficience.

L'Association Languedocienne Pour la Jeunesse (ALPJ), qui gère déjà trois crèches associatives sur le territoire de la commune, prévoit l'ouverture d'un LAEP dans le quartier Pompignane à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025. Il sera ouvert deux demi-journées par semaine et son accès sera gratuit pour ne pas freiner les familles les plus précaires économiquement. Pour cette activité, l'association bénéficiera de la mise à disposition, par la Ville, de la salle Manuel-Pazos.

L'association sollicite également l'aide de la Ville pour son fonctionnement. Consciente des enjeux à mener dans ce quartier politique de la Ville et de l'intérêt que ce projet pourra apporter à ces familles, la Ville partage, avec l'association et les autres partenaires, le constat du besoin d'un LAEP sur ce territoire. Il œuvrera ainsi à favoriser la mixité sociale en instaurant du lien entre les familles.

Il est donc proposé au Conseil municipal d'autoriser le principe d'une participation financière de la Ville pour le fonctionnement de ce nouveau LAEP. Le montant de l'aide proposée, évalué à 2 670 € par an, a été défini sur la base d'un budget prévisionnel prévoyant des 2 séances hebdomadaires de 3 heures et de la mise à disposition du local par la Ville.

Les modalités du financement municipal ainsi que les obligations du gestionnaire sont précisées dans la convention de partenariat ci-jointe conclue pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 au 31 décembre 2026.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les termes de la convention entre la Ville de Montpellier et l'Association Languedocienne Pour la Jeunesse (ALPJ) ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 24 décembre 2024**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 27 décembre 2024**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention partenariat 2025-2026 LAEP - LAEP ALPJ POMPIGNANE

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20241217-288257-CC-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 26/12/24  
Réception en Préfecture : 26/12/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**CONVENTION DE PARTENARIAT 2023-2026  
POUR LE SOUTIEN DE L'ACTIVITE  
DES LIEUX D'ACCUEIL ENFANTS PARENTS (LAEP) ASSOCIATIFS**

**ENTRE :**

**La Ville de MONTPELLIER**, représentée par Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire de MONTPELLIER, habilité à cet effet par délibération du Conseil Municipal en date du 17 décembre 2024.

**ET**

**L'association « ALPJ – Association Languedocienne Pour la Jeunesse »**, dont le siège est situé au 2256 route de Mende à Montpellier à Montpellier, représentée par sa Présidente Madame Nicole MOREAU agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été confiés par le Conseil d'Administration en date du 05 janvier 2023, en tant que gestionnaire du LAEP « Pompignane » situé au sein de la salle Manuel PAZOS, rue Alphonse Juin à Montpellier.

**PREAMBULE :**

La Ville a établi un partenariat avec les établissements associatifs d'accueil des jeunes enfants, qui représentent près de 25% de l'offre montpelliéraine, soit en 2022, près de 636 places d'accueil régulier ou occasionnel régies par les dispositions du code de la Santé Publique et du décret n°2021-1131 du 30 août 2021.

La nouvelle Convention territoriale globale (Ctg) conclue entre la Ville de Montpellier et la Caf de l'Hérault pour la période 2022-2026 renforce encore ce partenariat, autour des 3 grands axes principaux suivants :

1. **L'accroissement substantiel du nombre de places d'accueil** : + 449 places dont plus de 300 places portées par la Ville d'ici à la fin du mandat et l'inclusion de l'enfant dans la Ville pour faire de Montpellier une Ville à hauteur d'enfant et du petit enfant.
2. **L'égalité d'accès à un mode d'accueil de qualité**, adapté à chaque famille en informant, accompagnant, et facilitant la démarche des familles ; en diversifiant les modalités d'accueil et en valorisant les métiers de la petite enfance.
3. **La promotion de l'égalité des chances dès le plus jeune âge** en tendant vers un droit universel à l'éveil et à la socialisation, en développant une politique de prévention à destination des familles et de soutien à la parentalité et en reconnectant le tout petit à la nature et à son environnement.

***IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :***

## ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention définit et encadre les modalités d'intervention et de versement de la prestation de service de la Ville de Montpellier pour le soutien de l'activité du LAEP associatif « Pompignane ».

Elle fixe les engagements réciproques entre les co-signataires et les modalités de fonctionnement et d'offre de service proposées par un LAEP : libre d'accès et ouvert aux enfants âgés de moins de six ans, accompagnés de leur(s) parent(s) ou d'un adulte familial pour participer à des temps conviviaux de jeux et d'échanges, son principal objectif est le soutien à la parentalité. Des professionnels formés à l'écoute (éducateurs et psychologues) sont présents pour assurer l'accueil des familles. Il participe à l'éveil et à la socialisation de l'enfant et permet d'apporter un appui aux parents dans l'exercice de leur rôle par un échange avec d'autres parents ou avec des professionnels.

## ARTICLE 2 – LES ENGAGEMENTS DE LA VILLE

La participation financière de la Ville au fonctionnement des LAEP s'établit de la manière suivante :

## Une prestation forfaitaire annuelle

- ☐ 1 500 € pour les LAEP hébergés par la Ville
- ☐ 2 000 € pour les LAEP non hébergés par la Ville

Et

## Une prestation annuelle liée à l'activité

- ☐ 5 € par heure d'ouverture (nombre d'heures défini en début de convention et fixé sur toute la durée de la convention).

L'association s'engage à offrir aux familles, accompagnées de jeunes enfants, un lieu d'accueil et d'échanges sur la base de 234 heures d'ouverture annuelle. De plus, il est à noter que le LAEP Pompignane est hébergé par la Ville.

A ce titre, l'association bénéficie d'un financement municipal fixé, comme suit :

Au titre de l'exercice :

• 2025 : 2 670 €

- 2026 : 2 670 €

Si l'action n'a pas démarré au 1<sup>er</sup> janvier de l'année en cours, le montant de l'exercice sera recalculé au prorata temporis de la date d'ouverture effective.

### ARTICLE 3 – MODALITES DE PAIEMENT DE LA PRESTATION

Le paiement de la prestation s'effectuera en 2 versements :

- 1- Un premier versement égal à 80% du montant total de la prestation effectuée au cours du 1<sup>er</sup> trimestre ;
- 2- Un deuxième versement égal à 20% du montant total de la prestation effectuée au début du troisième trimestre).

## **ARTICLE 4 – LES ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION**

Le versement de la prestation municipale est conditionné au respect par l'Association des engagements suivants :

1. Utiliser la prestation telle que définie à l'article 1.
2. Transmettre les rapports d'activité du LAEP mettant en évidence l'état de réalisation des actions de l'année N-1.
3. Communiquer les éléments mentionnés selon les conditions définies aux articles 5 et 6 suivants.
4. Assurer une communication des partenariats : l'association doit mentionner les aides apportées par la Ville et la Caf dans toutes les interventions, déclarations publiques, communiqués, articles d'information ou brochures concernant l'équipement. L'information sur le concours financier de la Ville et de la Caf doit être également affichée dans le hall d'accueil des parents.

## **ARTICLE 5 – MODALITES D'INFORMATION ET DE CONTROLE**

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la prestation allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure financée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

### 5.1 Informations relatives à la constitution du dossier

A la date de la signature de la convention, l'association transmet l'ensemble des documents suivants :

- Statuts à jours,
- Composition à jour du bureau de l'association et procès-verbal électif,
- Composition à jour du Conseil d'administration et procès-verbal électif,
- Organigramme de la structure faisant apparaître le nom la fonction occupée et le statut (bénévole ou salarié) de chaque personne mentionnée dont le directeur de l'association ;
- Nombre de salariées (nombre en équivalent temps plein et nombre de personnes physiques) et de bénévoles œuvrant au sein de l'association
- Derniers comptes arrêtés détaillés, ainsi que les rapports du commissaire aux comptes (le cas échéant), et le dernier rapport d'audit portant sur le contrôle interne (organisation et procédures au sein de l'association).

### 5.2 Informations comptables annuelles

Dans les 6 mois de la dernière clôture comptable N, l'association transmet ses comptes annuels détaillés établis par l'expert-comptable (bilan, compte de résultat et annexes), ainsi que le rapport général et spécial du Commissaire aux comptes le cas échéant.

En mars de l'année N+1 elle communique la copie de la déclaration des données réelles de l'exercice précédent établi pour la Caf.

### 5.3 Droit de contrôle sur pièces et ou sur place

En plus des pièces listées aux articles 4 et 5, La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la prestation allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

### 5.4 Respect de la réglementation sur la protection des données

La Ville de Montpellier s'engage à une application stricte des dispositions relatives à la protection des données personnelles qui lui seront transmises dans le cadre de ce contrôle, notamment en limitant leur accès aux seules personnes directement en charge du contrôle, en veillant à la sécurisation de leur conservation et en ne les conservant que pour la durée de validité dudit contrôle.

## **ARTICLE 6 – DEVOIR D'INFORMATION**

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (modification d'agrément, changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

## **ARTICLE 7 - DUREE**

La présente convention est conclue du 1<sup>er</sup> janvier 2025 au 31 décembre 2026. Afin d'assurer la continuité du financement des actions, cette convention de partenariat sera prorogée jusqu'à la conclusion de la Ctg suivante, ou d'un contrat substitutif, dont les termes seront appliqués avec rétroactivité au 1<sup>er</sup> janvier 2027.

## **ARTICLE 8 - RESILIATION**

En cas de non-respect par l'Association de ses engagements contractuels, ainsi qu'en cas de faute grave de sa part, et sous réserve de l'accord de la Caf, la Ville pourra résilier de plein droit la présente convention, à l'expiration d'un délai de 3 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception. La résiliation dans les conditions présentées implique la restitution des prestations versées par la Ville. La résiliation de cette convention d'un commun accord des parties peut intervenir pendant toute la durée de la convention en cas de modification de l'offre d'accueil.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Le Maire de la Ville de Montpellier,

Le Président de l'Association,

Michaël DELAFOSSE